



Paris , le 7 janvier 2020

Communiqué de presse

Silence, on ferme !

Depuis plus d'un an et demi, le MEN ne répond pas aux demandes de la profession quant au devenir des CIO et des PsyEN. Ses projets de démantèlement du service public d'orientation de l'Éducation nationale et de transfert aux enseignants de la plus grande partie des missions des PsyEN « éducation, développement et conseil en orientation scolaire et professionnel » ont été annoncés en avril 2018 et confirmés dans le rapport Charvet. Ils sont actuellement travaillés par la DEGESCO sans aucune véritable concertation. Ici comme ailleurs déminage et communication sont à l'ordre du jour, mais le cadre déjà fixé est apparemment intangible :

- une nouvelle carte cible encore resserrée des CIO,
- une affectation des PsyEN dans des lycées « têtes de réseau » alors que les lycées dans leur grande majorité n'ont ni les locaux, ni les configurations, ni les conditions de sécurité pour accueillir des CIO dignes de ce nom
- une certification des enseignants en orientation et la création d'un coordonnateur en orientation en lieu et place des PsyEN
- Une valorisation par le MEN des start up et organismes privés par l'octroi de subventions, signe d'une privatisation rampante de l'accompagnement de l'orientation scolaire

Contrairement à ce qui est affirmé par le ministère, les fermetures ou fusions de CiO continuent. Les équipes et principalement les DCIO se retrouvent la plupart du temps seuls pour organiser le service. Cette situation est maltraitante pour le personnel.

Dans certaines académies des conventions État/Région prévoient des mises à disposition de DCIO et de personnel, des textes ministériels sont étudiés dans les instances nationales (CSE, CTM,) et

organisent la restructuration des services alors que le cabinet du ministre prétend que rien n'est décidé.

Comment dans ces conditions croire à une réelle volonté de consultation du ministère ?

La réalité est que le service public de l'EN est attaqué. Cela constitue une aubaine pour les multiples organismes privés qui proposent de l'accompagnement à l'orientation sans aucune garantie de qualification des intervenants, de fiabilité et neutralité des informations. D'ailleurs les recrutements au prochain budget ont été maintenus à 75 au niveau national ce qui ne compensera pas les départs à la retraite.

L'intersyndicale :

- s'oppose à cette privatisation déguisée du service public d'information et d'orientation de l'E.N.
- demande au ministère le maintien du réseau des CIO et une augmentation du nombre de PsyEN afin qu'ils puissent exercer toutes leurs missions.
- exige le maintien des missions de l'ONISEP mises en cause par le plan social qui se met en place au risque de livrer aux services régionaux et au privé un certain nombre de ses prestations, et de voir disparaître une information nationale et objective

Elle demande également la constitution un groupe de travail national avec les organisations syndicales pour fixer les conditions indispensables à l'exercice des missions de service public de tout CIO.